

Entre illusions et espoirs, une Afrique émergente ?

Par François GIOVALUCCHI

Institut d'études avancées de Nantes

et Boris SAMUEL

Institut de recherche pour le développement – Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africain, américain et asiatique

Après plusieurs démarrages avortés depuis les indépendances, l'Afrique connaît une nouvelle phase de croissance dont la mesure prête à questions, et qui s'accompagne très insuffisamment d'une modernisation de l'agriculture et d'une industrialisation. Cette croissance repose trop largement sur un endettement non soutenable et ne permet ni de rattraper les pays plus avancés ni d'enrayer l'augmentation du nombre des pauvres, dans un contexte de transition démographique inachevée. Les espoirs mis dans un développement reposant sur les services et/ou sur l'investissement chinois, ainsi que dans les capacités de pouvoirs forts et modernisateurs ne doivent pas masquer la montée des inégalités nationales et régionales, ainsi que de nouvelles formes de domination, potentiellement lourdes de crises futures.

L'émergence est une notion floue, née dans les milieux financiers pour désigner les nouveaux marchés potentiellement porteurs. Elle a été contestée comme nouvel avatar des pensées téléologiques du développement, qui invitent les pays africains à « dormir sur la natte des autres », selon l'expression de Joseph Ki Zerbo, en oblitérant toute perspective de transformation africaine originale⁽¹⁾. En outre, elle constitue un écran de fumée, en occultant la question de l'insertion internationale inégale et celle de l'absence de souveraineté économique que subit l'Afrique subsaharienne, dont les transferts de revenus vers l'extérieur n'ont, par exemple, jamais diminué⁽²⁾. Le vocable « émergence » s'est toutefois largement diffusé, au Nord comme au Sud. En France, l'adhésion au discours de l'émergence africaine a pris une dimension idéologique : la célébration de l'entreprise, du marché et de la technologie comme réponse à tous les problèmes, et la justification de notre tropisme africain peuvent paraître comme des ressorts essentiels d'odes ressassées sur l'avenir du continent⁽³⁾. En Afrique, les « plans d'émergence » à un horizon plus ou moins lointain se multiplient, témoignant d'un engouement des dirigeants du continent pour cette notion, qui est devenue le registre de légitimation obligé de nombreux régimes. Ces plans, portés

souvent par des présidents en campagne pour leur réélection, permettent d'afficher un volontarisme de développement perdu au profit de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel impulsées par la Banque mondiale et le FMI depuis les années 1980. Ils sont souvent les alibis d'investissements douteux, qui mettent en scène l'émergence, faute d'y contribuer réellement.

Dans cet article, nous comprendrons l'émergence doublement, sachant qu'il n'existe pas de définition consacrée : au plan économique, comme un processus permettant sur le long terme une élévation du niveau de vie des populations, le rapprochant de celui des pays industrialisés, dans une logique de rattrapage ; au plan sociopolitique, comme un cadre de pensée guidant les discours actuels sur le développement en Afrique. Nous montrerons les limites de la période de croissance en cours. Puis, nous resituerons les trajectoires économiques africaines dans leur histoire récente, en réintroduisant une dimension sociopolitique trop négligée, et en rappelant que l'évolution en cours ne change probablement rien, ou peu, à la vie de la plupart des Africains.

Sortir de l'évolutionnisme unidimensionnel de l'« émergence »

Après des démarrages avortés, une nouvelle phase de croissance incertaine

La croissance importante retrouvée depuis le début des années 1990 est à l'origine de l'idée d'émergence du continent. Cette phase n'est pas une première

(1) SARR F. (2016), *Afrotopia*.

(2) SAMBA SYLLA N. (2014), "From a marginalised to an emerging Africa? A critical analysis", *Review of African Political Economy* 41.

(3) GIOVALUCCHI F. (2018), « L'émergence africaine, une fable de notre temps ? », *Le Monde*, 29 août.

depuis l'accession à l'indépendance : les économies des « jeunes » pays ont connu une grande volatilité des taux de croissance. La tendance évolutive du PIB par tête en dollars constants a connu trois phases distinctes⁽⁴⁾ : augmentation de 1960 à 1974 ; puis chute jusqu'en 1994, année où le PIB par tête passe en dessous de son niveau atteint en 1963 ; et reprise de la croissance jusqu'en 2015. Ce n'est qu'en 2009 que le PIB/habitant retrouve son maximum atteint en 1974. Enfin, depuis 2015, la croissance connaît un repli lié à la crise des matières premières de 2014. Chacune de ces phases s'inscrit dans un style de politique économique et de conjoncture internationale différent : étatisation et industrialisation par substitution des importations, crise des matières premières et de la dette suivie par les politiques d'ajustement structurel, et, enfin, rebond, dans un contexte de désendettement, de crédit abondant et de reprise des cours stimulés par l'importance de la demande chinoise.

Diverses études permettent de mieux apprécier les facteurs du rebond récent. La sensibilité de la croissance africaine globale au prix des matières premières a été confirmée par des études économétriques récentes portant sur 2000-2016⁽⁵⁾. Le rôle majeur de l'investissement public y est aussi souligné. Notons que le FMI, dont les critères de rigueur drastiques ont longtemps été un frein à l'investissement public, a changé de doctrine : il a reconnu l'importance de favoriser les dépenses d'investissement et d'en renforcer le pilotage, en tirant les leçons de la crise de 2008 notamment⁽⁶⁾. Dans le cas de l'Union économique et monétaire ouest africaine, l'approfondissement financier (mesuré par l'accroissement du ratio crédits au secteur privé/PIB) et l'amélioration de la productivité globale des facteurs ont joué un rôle non négligeable ?⁽⁷⁾. Enfin, le rôle de politiques conjoncturelles plus favorables (limitation du déficit public, maîtrise de l'inflation) est également important.

Une réserve non négligeable à apporter au discours de l'émergence tient aux incertitudes de mesure, qui amoindrissent la qualité et la comparabilité des données. La thèse de l'historien de l'économie Morten Jerven est que les profils affichés par les statistiques de croissance africaines sont à proprement parler illusoire. La croissance africaine des années 1980 aurait été sous-estimée, notamment du fait de l'informalisation des économies face aux contraintes de l'ajustement structurel : dans les services, le commerce, les petites industries manufacturières notamment, la croissance aurait été mal saisie par des services statistiques eux-mêmes affaiblis par la rigueur⁽⁸⁾. Depuis la fin des années 1990, la remise à niveau des

comptes nationaux et la réintégration de ces secteurs auraient au contraire abouti à des taux de croissance artificiels, que Jerven nomme « croissance statistique ».

Au-delà des taux de croissance, une absence de rattrapage et de transformation structurelle

Le rattrapage n'est pas à l'ordre du jour. Le PIB par habitant de l'Afrique subsaharienne (ASS) représentait environ la moitié de celui de l'Asie de l'Est-Pacifique en 1990 ; il n'en représentait plus que le quart en 2013. L'écart se creuse également, mais plus légèrement avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Plus fondamentalement, la transformation structurelle (migration de l'emploi de l'agriculture vers l'industrie manufacturière, à productivité supérieure, et, ultérieurement, vers les services), moteur traditionnel de la croissance à long terme, a joué un rôle limité en Afrique⁽⁹⁾. La migration de l'agriculture vers l'industrie a eu un effet important de 1960 à 1975, mais cela n'a plus été le cas après la reprise des années 1990, où la migration s'est faite vers des services, notamment vers le secteur informel, pour une productivité certes supérieure à l'agriculture, mais qui a été longtemps faiblement croissante. En outre, la productivité agricole aurait globalement stagné, et la productivité du secteur manufacturier ne convergerait ni avec celle des États-Unis ni avec celle des pays d'Asie ou d'Amérique latine. Ces écarts s'accroîtraient même, sauf avec la productivité des services en Amérique latine.

L'Afrique est pénalisée par le fait que sa transition démographique marque le pas⁽¹⁰⁾. La création d'emplois a été très inférieure aux besoins considérables estimés : 20 à 30 millions d'emplois supplémentaires par an seraient nécessaires pour faire face à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail. Si le taux d'extrême pauvreté⁽¹¹⁾ est passé de 54,3 % en 1990 à 41,1 % en 2015⁽¹²⁾, le nombre de pauvres est passé dans le même temps de 277,5 millions à 413,3 millions (+ 49 %), alors que, dans toutes les autres régions, ce nombre baissait fortement. Les projections de la Banque mondiale peuvent ainsi affirmer que l'Afrique subsaharienne concentrera 90 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté en 2050⁽¹³⁾.

Les tendances actuelles sont peu favorables. Pour reprendre l'expression de Dani Rodrik, la croissance y a été tirée « par des moteurs qui tombent en panne de carburant⁽¹⁴⁾ ». Au plan extérieur, les liquidités se raréfient, les cours des matières premières ne retrouvent pas leur niveau des belles années. Une telle conjoncture pourrait

(4) D'après les *World Development Indicators* de la Banque mondiale.

(5) BAD, « Perspectives économiques de l'Afrique en 2018 », pp. 31-32.

(6) Par exemple, FMI (2014), « Legacies, Clouds, Uncertainties », *World Economic Outlook*, Washington DC, octobre.

(7) Voir HALLE F. & MOLLER L. C. (2018), « Explaining the WAEMU growth spurt », *World Bank Group*, et WENEYAM BALIMA H. (2018), « Growth acceleration in the WAEMU » ; IMF, « West African Monetary Union, selected issues », Washington DC.

(8) JERVEN M. (2015) « Un demi-siècle de fictions de croissance en Afrique », *Politique africaine*, vol. 124, n°4, 2011, pp. 29-42 ; *Africa: Why Economists Get It Wrong*, Londres, Zed Books.

(9) VRIES G. J. D., TIMMER M. P. & VRIES K. D. (2013), « Structural transformation in Africa: Static gains, dynamic losses », *GGDC Working Papers*, vol. GD-136, Groningen: GGDC.

(10) BOUQUET C. (2018), « Démographie africaine et migrations : entre alarmisme et déni », *The Conversation*, 2 mai, <http://theconversation.com/demographie-africaine-et-migrations-entre-alarmisme-et-deni-94765>

(11) Part de la population dont le revenu par personne est inférieur à 1,90 dollar EU de 2011, en parité de pouvoir d'achat.

(12) Selon la Banque mondiale : <http://povertydata.worldbank.org/poverty/region/SSF>

(13) WADHWA D., « L'extrême pauvreté continue de progresser en Afrique subsaharienne ».

(14) RODRIK D. (2016), « An African Growth Miracle? », *Journal of African Economies*, p. 7.

se dégrader encore si la croissance chinoise se ralentissait durablement et si les politiques protectionnistes revenaient à l'ordre du jour. Au niveau interne, le modèle de croissance tiré par les infrastructures atteint ses limites : l'endettement de nombreux pays s'accroît à une vitesse inquiétante, les taux d'intérêt se tendent, et des systèmes bancaires se fragilisent⁽¹⁵⁾. L'avenir de l'agriculture est, plus qu'ailleurs, menacé par le réchauffement climatique⁽¹⁶⁾. Il convient par ailleurs de noter que la qualité de l'investissement est cruciale : si, dans des cas comme l'Éthiopie, l'investissement public massif a eu un effet positif à long terme, l'investissement public au Cameroun, exemple parmi les plus caricaturaux, est caractérisé par une surfacturation très importante et une programmation défailante⁽¹⁷⁾. Certains investissements publics au cœur des stratégies d'émergence laissent augurer une faible rentabilité : il en est ainsi du *Train Express Régional* reliant Dakar à la future ville nouvelle de Diamniadio, qui paraît retomber dans le vieux travers des désirs de grandeur⁽¹⁸⁾. Enfin, l'augmentation des prélèvements fiscaux, indispensable pour entraver une hausse insupportable de l'endettement, plafonne. Elle nécessiterait un nouveau contrat social. Or, à part quelques rares initiatives prometteuses – comme les revendications d'une fiscalité locale inclusive à Lagos, qui conduit des citoyens à revendiquer le paiement de l'impôt⁽¹⁹⁾ –, la levée des ressources fiscales reste faible, y compris dans des pays considérés comme les bons élèves par excellence du développement, comme le Rwanda, où 40 % du budget de l'État est issu de l'aide internationale.

Au total, parler à ce stade d'émergence de l'Afrique nous paraît aujourd'hui relever de ce que l'essayiste sénégalais Hamidou Anne décrit comme la « sublimation de petits lampions qui risquent de ne jamais devenir des halos⁽²⁰⁾ ».

Un regard prospectif : dans la nouvelle donne internationale, quelle(s) chance(s) et quel(s) coût(s) politique(s) pour l'émergence ?

Le développement par les services, au prix de nouvelles inégalités et formes de domination lourdes de conflits futurs ?

Quelles seraient les voies envisageables pour un nouvel élan de la transformation structurelle ? L'industrie manufacturière est potentiellement le lieu d'une forte croissance de la productivité, elle permet de créer des emplois correspondant aux qualifications des habitants des pays à

faible revenu (textile en Asie) et est la plus apte à réduire la pauvreté⁽²¹⁾. L'impact de l'industrie manufacturière ou minière est, en outre, nettement supérieur à celui des services et de l'agriculture. Mais le maintien ou le développement d'une industrie manufacturière est un défi pour de nombreux pays, pas uniquement en Afrique. Un phénomène de désindustrialisation prématurée est déjà à l'œuvre : de nombreux pays africains ont commencé à voir décroître la part de leur population active employée dans l'industrie manufacturière après un maximum de 10 à 20 %, contre 30 % pour l'Angleterre ou la Corée dans les années 1970⁽²²⁾. Les candidats à l'industrialisation sont par ailleurs confrontés à la concurrence, celle des pays asiatiques notamment, alors que la protection des industries naissantes n'est plus de mise. La quatrième révolution industrielle en cours constitue un défi supplémentaire : l'automatisation pourrait réduire fortement l'impact du coût de la main d'œuvre et conduire à d'importantes relocalisations des activités manufacturières dans les pays industrialisés⁽²³⁾.

Face à ces difficultés, le discours de l'émergence imagine le salut de l'Afrique dans les services, mais ces derniers pourraient-ils tirer durablement la croissance ? La percée des télécommunications en Afrique et le succès particulier qu'y a rencontré le déploiement du *mobile banking* sont devenus des lieux communs, de même que l'implantation de quelques supermarchés dans les grandes villes, fussent-ils de la taille de ceux d'une bourgade française. La troisième révolution industrielle bouleversera-t-elle les sentiers du développement⁽²⁴⁾ ? L'imagination de certains économistes se donne libre cours : le commerce des services, intégré aux chaînes d'approvisionnement mondial, ne suppose plus la proximité acheteur-vendeur ; son coût a chuté grâce à la numérisation ; les échanges mondiaux de services croissent plus vite que les échanges de biens ; enfin, au contraire des services traditionnels (services sociaux, hôtellerie-restauration...), les services modernes (transports, télécommunications, intermédiation financière) connaissent des croissances de productivité comparables à l'industrie. Et surtout, du début des années 1990 jusqu'à la fin des années 2000, la productivité s'est d'autant plus accrue que le pays partait d'un niveau bas : l'horizon possible d'une forme de convergence se dessinerait donc. En outre, la percée des pays à faible revenu ne se heurterait pas, comme pour l'industrie manufacturière, à une certaine saturation de la demande, qui rendrait difficile leur intégration dans l'offre mondiale.

L'espoir d'une Afrique émergente est-il donc fondé ?

Pour que le potentiel des services se concrétise, une population très bien formée, des infrastructures suffisantes et des institutions adaptées et répondant aux normes en

(15) FMI, *Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne*, Washington D.C., 2018.

(16) COTTET C., GIRAUD G. & TREMEL L. (2019), « L'Afrique des transitions », in CEPIL, « L'économie mondiale 2019 », *Repères*.

(17) IMF Country Report n°18/256, août 2018, et Banque mondiale, « Cameroun – Revue des dépenses publiques : aligner les dépenses publiques sur les objectifs de la vision 2035 », Washington D.C.

(18) « Infrastructures ferroviaires, train de contestation », *Le Quotidien*, 30 décembre 2017.

(19) GATT L. & OWEN O. (2018), "Direct Taxation and State-Society Relations in Lagos, Nigeria", *Development and Change*, vol. 49, n°5, pp. 1195-1222.

(20) « Panser l'Afrique qui vient », 2019.

(21) CADOT O. (2016), « Industrialisation et transformation structurelle : l'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines ? », *Revue d'économie du développement*, vol. 24, n°2.

(22) RODRIK D. (2015), "Premature deindustrialization", IAS School of social sciences, *Economics working paper*, n°107.

(23) FMI (2018), *Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne*, Washington D.C., octobre.

(24) GHANI E. & O'CONNELL S. (2016), « Les services peuvent-ils devenir un escalator de croissance pour les pays à faible revenu ? », *Revue d'économie du développement*, vol. 24, n°2.



Supermarché Shoprite du centre commercial Delta Mall, à Warri au Nigeria.

« Le discours de l'émergence imagine le salut de l'Afrique dans les services, mais ces derniers pourraient-ils tirer durablement la croissance ? »

matière d'environnement réglementaire, de droit des affaires ou de concurrence, sont nécessaires. Or, une telle modernisation a aussi un revers, qui a rendu le phénomène difficile ou périlleux dans bien des pays d'Afrique subsaharienne. Si la stratégie du Rwanda a permis de généraliser l'accès à Internet, la modernisation y est aussi synonyme de domination autoritaire : elle passe, par exemple, par l'interdiction du recours aux emplois informels, au profit de l'intégration dans des contrats non qualifiés et sous-payés, mais formels. La pauvreté s'y transforme, mais ne diminue qu'à la marge. La dystopie n'est par ailleurs pas loin avec le développement de l'un des marchés censés révolutionner la vie des citoyens africains et emblématiques de l'essor des services numériques : l'identification biométrique des personnes. Le déploiement d'une telle technologie est considéré comme l'une des nouvelles panacées pour le développement par la Banque mondiale, car cette technologie permet à la fois la sécurisation de l'état civil ou des fichiers électoraux, la fiabilisation des dispositifs d'aide sociale et l'approfondissement du marché du crédit. Mais lorsque ces projets rencontrent le succès, ils contribuent à faire dépendre le sort des citoyens de quelques compagnies aux pouvoirs démesurés : l'identification biométrique est gérée par des oligopoles mondiaux. Elle est souvent financée par les établissements financiers qui visent à élargir leurs marchés, elle fournit à ces derniers des pouvoirs considérables, tant en matière de surveillance du crédit que de régulation

de l'accès à des droits sociaux, comme l'illustre le projet d'un prototype de carte d'identité sécurisée portant un logo « Mastercard » au Nigeria⁽²⁵⁾. Par ailleurs, la troisième révolution industrielle a aussi favorisé la reconduction des inégalités et de formes de domination politique : l'essor des télécommunications, qui a considérablement gonflé les taux de croissance africains depuis le début de la décennie 2000, s'est fait au profit de classes sociales en situation de profiter de ses marchés et de ses immenses rentes, en lien avec des opérateurs extérieurs. Une telle domination ne se fait pas uniquement sur le mode de la simple prédation : elle repose sur la capacité technocratique à piloter de tels investissements, y compris par la maîtrise des normes. En cela, le projet modernisateur de l'émergence peut renforcer les inégalités⁽²⁶⁾.

On peut donc craindre que la croissance actuelle s'inscrive dans une dynamique de « réformes sans changement⁽²⁷⁾ », qui consolident des classes déjà dominantes

(25) BRECKENRIDGE K. (2016), "Biometric Capitalism: Infrastructures of Identification and Credit Risk on the African Continent in the 21st Century", *Truth measures conference*, Berlin, April.

(26) BAYART J. F., HIBOU B. & SAMUEL B. (2009), « L'Afrique, cent ans après les indépendances. Vers quel gouvernement politique ? », *Politique africaine*, n°119.

(27) Selon l'expression de Mohamed Tozy, in « Représentation/intercession : les enjeux de pouvoir dans les champs politiques désamorçés au Maroc », in CAMAU M. (dir.) (1989), *Changements politiques au Maghreb*, Paris, Éditions du CNRS, pp. 153-168.

et à même de tirer parti des relations extraverties de l'Afrique, comme cela a été le cas au cours des quarante dernières années. Une telle situation fait pourtant courir un risque bien réel aux économies et aux sociétés africaines. Alors que le discours des institutions internationales affirme qu'un « climat des affaires » peu attractif, des « institutions défectueuses » ou la « mauvaise gouvernance », sont des menaces pour les performances économiques africaines, des études conduites dans les années 2010 ont, au contraire, permis d'établir le fait que les politiques nationales de développement peuvent s'accompagner d'un « néopatrimonialisme » toléré au nom de l'objectif de croissance et de modernisation éclairée ⁽²⁸⁾. Le Rwanda en est un bon exemple : il montre que, dans certaines configurations politiques où le pouvoir a intérêt à la modernisation pour se pérenniser, les investissements réalisés par la nomenklatura ou des organisations sous contrôle peuvent avoir un effet positif sur la croissance. Ces acteurs, qui occupent des positions d'accumulation, dans une logique clientéliste, peuvent agir en marge de la légalité, quand bien même ces États seraient considérés comme de bons gestionnaires. Cette recherche de rentes économiques ne repose pas seulement sur des alliances politiques ou sur la constitution de réseaux affairistes : elle peut passer par des conflits et des guerres, par exemple dans la corne de l'Afrique ⁽²⁹⁾. Aussi, malgré la croissance que connaissent nombre de pays, les ordres politiques peuvent paraître immuables, et les perdants, dans la plupart des pays, continueront d'être une potentielle force de contestation, voire d'instabilité.

L'investissement chinois comme solution ?

Peut-on par ailleurs imaginer qu'un afflux d'investissements étrangers soit susceptible, en raison de la puissance des commanditaires, de faire pièce aux dispositifs locaux de prédation, ou de favoriser la naissance de nouveaux arrangements sociopolitiques nationaux ? La présence chinoise en Afrique est souvent citée comme suscitant des espoirs en matière d'industrialisation, avec notamment la transposition du système des zones économiques spéciales qui ont tant contribué à l'essor de l'économie de la République populaire de Chine. Elle est pourtant bien loin d'ouvrir les portes d'une transformation socialement et politiquement harmonieuse : la construction d'infrastructures est souvent financée par un endettement non soutenable ouvrant la porte à des prises de contrôle par la Chine, ou par le biais de prêts gagés sur des ressources naturelles à extraire dans le futur. Il est

trop tôt pour évaluer l'efficacité du Fonds d'industrialisation doté de 10 Mrd USD, annoncé lors du Forum pour la coopération sino-africaine de 2015. Mais les exportations de textile et de chaussures de l'ASS laissent à penser que l'Afrique n'est pas un lieu privilégié pour les délocalisations depuis la Chine : ces exportations représentent la moitié de celles du seul Cambodge ⁽³⁰⁾ qui, comme le Bangladesh, la Birmanie ou le Vietnam, bénéficie des délocalisations suscitées par la montée des rémunérations en Chine. Les investissements qui ont eu lieu en Éthiopie, au Ghana, au Nigeria et en Tanzanie ont été destinés en premier lieu à l'alimentation du marché local ⁽³¹⁾ et les investissements destinés à alimenter les chaînes de valeur mondiales (comme le cuir en Éthiopie) demeurent limités. Par ailleurs, ces investissements se traduisent aussi par de nouvelles formes d'inégalité et de marginalisation. Les expropriations liées à la constitution de grands domaines ruraux, tout comme le développement des industries et/ou des services, nourrissent l'exode rural. Or, les villes africaines contemporaines sont non seulement source d'opportunités, mais aussi de menaces : le développement des bidonvilles à côté des nouveaux quartiers résidentiels ou d'affaires, et l'insuffisance des services sociaux sont autant de défis à relever. La défaillance de l'État favorise le renforcement de nouvelles sociabilités, au sein de mouvements religieux ou sociaux, par exemple.

Le creusement des inégalités régionales, un prix à payer ?

Enfin, les inégalités spatiales sur le continent africain sont probablement amenées à se creuser, certains pays parvenant à mieux tirer les fils de ces transformations que d'autres. La dynamique actuelle conduit à la constitution de pôles régionaux et urbains, qui drainent les investissements et regroupent les universités et les infrastructures ; ce sont des nœuds essentiels dans les communications. L'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Algérie, l'Éthiopie pourraient en sortir gagnants face à leurs voisins. L'Afrique en croissance est aussi une Afrique des inégalités régionales.

En définitive, la vision d'une Afrique émergente apparaît aujourd'hui simplificatrice et illusoire. Les multiples dynamiques africaines reflètent des situations sociopolitiques locales complexes et souvent conflictuelles. Elles s'inscrivent dans une histoire globale, dont la phase actuelle est lue par beaucoup comme un basculement en cours vers un inconnu en gestation : la redistribution de la puissance sur le plan international et la contestation de la mondialisation et du multilatéralisme sapent l'ordre ancien, alors que la crise environnementale se fait chaque jour plus menaçante.

(28) KELSALL T. (2013), *Business, Politics and the State in Africa. Challenging Orthodoxies on Growth and Transformation*, Londres/New York, Zed Books ; MANN L. & BERRY M. (2016), "Understanding the Political Motivations That Shape Rwanda's Emergent Developmental State", *New Political Economy* 21:1, pp. 119-144.

(29) DE WAAL A. (2015), *The Real Politics of the Horn of Africa: Money, War and the Business of Power*, Polity Press.

(30) CHAPONNIÈRE J. R. (2018), « La Chine n'est pas responsable de la désindustrialisation de l'Afrique », *Asialyst*.

(31) BRAUTIGAM D., XIAOYANG T. & XIA Y. (2018), "What Kinds of Chinese "Geese" Are Flying to Africa? Evidence from Chinese Manufacturing Firms", *China Africa Research Initiative Policy Brief*, n°24.